

Revue de presse

Mercredi 07 Janvier 2026



Fiscalité en 2026: La DGI détaille les principaux changements

Sur la fiscalité en 2026, la DGI détaille les principaux changements dans un communiqué rendu public mardi.

La Direction générale des Impôts (DGI) rend public, mardi, un communiqué présentant les principales dispositions fiscales de la Loi de finances 2026, articulées autour de la simplification des procédures, du renforcement de la conformité et de l'inclusion, de la mobilisation des ressources, du soutien à l'activité économique et au pouvoir d'achat.



Le pétrole à 62,02 dollars à Londres

Les cours du pétrole étaient stables, mardi, dans un marché qui continue de scruter l'évolution des tensions géopolitiques au niveau mondial.

Durant la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, prenait 0,42% à 62,02 dollars.

L'Algérie veut résorber l'économie informelle : une amnistie fiscale exceptionnelle en 2026

Actée dans la loi de finances de 2026, la mesure prévoit une régularisation volontaire jusqu'au 31 décembre, avec un taux de 8% et des garanties de non-poursuites judiciaires. L'objectif est d'intégrer l'économie informelle, estimée à entre 50 et 60 milliards de dollars, dans le circuit formel, et de renforcer la transparence financière.

L'Algérie lancera officiellement, durant l'année en cours, une amnistie fiscale exceptionnelle, avec un taux de 8% et des garanties de non-poursuites judiciaires, visant à réduire le poids de l'économie informelle, estimée à entre 50 et 60 milliards de dollars.

Intégration de l'informel dans la sphère réelle de l'économie : tout un pan de l'économie à récupérer

L'économie informelle est omniprésente et touche de nombreuses activités. L'emploi au noir en est le corollaire. Il peut même y avoir certaines entreprises privées dont l'activité est, en partie, informelle, c'est-à-dire non déclarée. Aussi, tout un pan de l'activité économique nationale se situe dans la sphère informelle, échappant à tout contrôle et n'étant soumis aucunement à la fiscalité, ce qui est évidemment injuste par rapport à ceux qui payent l'impôt régulièrement. Autrefois appelé le trabendo ou commerce de rue, l'informel, sous toutes ses formes, existe dans de nombreux pays.

Généralisation des TPE : «Il n’y a aucun délai final à cette opération»

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national s’emploie à généraliser les terminaux de paiement électronique (TPE) à l’ensemble des locaux commerciaux, à travers l’adoption d’une stratégie basée sur la sensibilisation, a indiqué hier une responsable au ministère.

Intervenant sur les ondes de la Radio algérienne, la sous-directrice du commerce électronique au ministère, Wahiba Zaknounge a précisé que “la stratégie suivie actuellement est axée sur la sensibilisation adéquate des commerçants à l’importance d’acquérir les TPE”, ajoutant qu’il “n’a jamais été question de mesures coercitives”.

Les projets du nouveau Code des douanes et du statut particulier transmis pour adoption : une modernisation en profondeur engagée

Les nouveaux textes juridiques, réorganisation structurelle et transformation numérique constituent les piliers de la stratégie de modernisation engagée par la Direction générale des Douanes.

Le directeur général des Douanes algériennes, le général-major, Abdelhafidh Bekhouche a souligné que les projets des nouveaux textes encadrant l’activité de ce corps dont le projet du nouveau Code des douanes et le projet de loi portant statut particulier des corps spécifiques de la douane, ont été transmis aux autorités compétentes pour adoption.

Certificat de bonne conduite

La masse d'informations qui circulent sur le thème de l'économie dans ses composantes incluant la production industrielle, l'agriculture et les services financiers témoigne de l'ambition d'une mise en forme graduelle et rationnelle des intrants pour réaliser des progrès dans les réalisations recensées depuis des années.

Les secteurs importants qui constituent des piliers de l'économie nationale font l'objet d'une attention particulière pour poursuivre l'élan de construction des infrastructures de base grâce à un programme bâti sur les travaux publics dont les projets sont disséminés sur toutes les parties du territoire.



Importation de services

L'autorisation préliminaire prolongée

La note de l'Abef s'inscrit dans les actions d'accompagnement et de soutien à l'investissement.

L'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (Abef) a émis une note relative au suivi des opérations d'importation de services précisant en réponse à la saisine des services du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en rapport avec le suivi des opérations d'importation de services.



Climat d'investissement

L'État confirme son engagement

«L'Algérie s'emploie à créer un climat encourageant pour les détenteurs de capitaux».

Confirmant l'importance des avancées enregistrées ces dernières années, en matière de facilitation à l'investissement, le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a indiqué, lundi à Alger, que « les pouvoirs publics ont mis en place, au cours des dernières années, toutes les mesures juridiques et les garanties nécessaires à l'amélioration du climat d'investissement, dans le cadre d'une stratégie visant à diversifier l'économie et à augmenter le Produit intérieur brut (PIB) ».



Loi de finances 2026 : une obligation d'investissement en R&D pour les grandes entreprises

Entrée en vigueur le 1er janvier, la loi de finances (LF) 2026 impose aux entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel d'au moins deux milliards de dinars de consacrer une part minimale de leurs bénéfices à la recherche et développement (R&D) ou à l'innovation, sous peine de s'acquitter d'une taxe spécifique.

« Les établissements de droit algérien, dont le chiffre d'affaires annuel est égal ou supérieur à deux (2) milliards de dinars, sont tenus de consacrer, annuellement, un montant minimum égal à 1% du bénéfice imposable de l'exercice, aux actions de recherche, de développement ou d'innovation », stipule l'article 119 de la LF 2026.



Douanes : saisie d'importantes quantités de drogues durant le troisième trimestre 2025

Les services des Douanes ont saisi, au cours du troisième trimestre de l'année 2025, d'importantes quantités de drogues, dans des opérations distinctes à travers l'ensemble du territoire national, selon un bilan publié par la Direction générale des Douanes (DGD). «Dans le cadre de la lutte contre toutes les formes de contrebande, de trafic illicite et de criminalité transfrontalière, les brigades douanières opérationnelles ont saisi, au cours du troisième trimestre de l'année écoulée, d'importantes quantités de drogues, et ce, dans le cadre de l'exercice de leurs missions de protection à travers l'ensemble du territoire douanier, en étroite coordination avec les différents corps de sécurité», a indiqué la DGD, dans le dernier numéro de la revue des Douanes.



Economie numérique: Le commerce électronique représente près de 2 milliards de dollars

L'indice du volume des transactions dans le domaine du commerce électronique en Algérie, qui a atteint environ 1,9 milliard de dollars en 2023, avec un taux de croissance de 0,8%, selon une étude documentée réalisée par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, met clairement en évidence les progrès réalisés dans ce domaine.

على رأسها مشروع القانون الجديد و"القانون الخاص" بالأسلاك.. اللواء بخوش:

قوانين جهاز الجمارك على طاولة السلطات للمصادقة عليها

أعلن المدير العام للجمارك، اللواء عبد الحفيظ بخوش، عن إحالة مشاريع النصوص الجديدة المؤطرة لنشاط هذا الجهاز إلى السلطات المختصة قصد المصادقة عليها، بما في ذلك مشروع قانون الجمارك الجديد ومشروع القانون الأساسي الخاص بالأسلاك الخاصة بقطاع الجمارك.

وأوضح اللواء بخوش، في حوار خصّ به مجلة "الجمارك"، نشر في عددها الأخير، أن مشروع قانون الجمارك الجديد، أنجز في إطار مقاربة تشاركية شملت إطارات من مختلف المصالح المركزية والجهوية، مفيدا بأنه "تم إحالة النص إلى السلطات المختصة لاستكمال مساره القانوني نحو المصادقة".

مجلس المحاسبة يسلط الضوء على ملفات وزارة الصناعة لـ2023:

5اختلالات في تمويل الدولة للمؤسسات العمومية

سجّل مجلس المحاسبة بعض الاختلالات في دراسته للمشروع التمهيدي لمشروع قانون تسوية الميزانية لسنة 2023، منها منح مساهمات من طرف وزارة الصناعة لفائدة مؤسسات عمومية ذات طابع صناعي وتجاري وهيئات عمومية أخرى، في ظل غياب إطار اتفاقي يحدد التزامات الخدمة العمومية وشروط متابعتها وتقييمها، خلافا لما تنص عليه المادة 21 من المرسوم التنفيذي رقم 21-62 والتعليم رقم 10 لسنة 2008.

كما انتقد مجلس المحاسبة عدم إرفاق طلبات التمويل بدفاتر الشروط القانونية، حيث تبيّن أن طلبات المساهمات الميزانية لم تكن مرفقة بدفاتر شروط عامة توضح بدقة الواجبات المفروضة على المؤسسات المستفيدة مقابل التمويل العمومي، في حين لوحظ أيضا غياب حصيلة تنفيذ هذه المساهمات على مستوى المؤسسات المعنية.

استثناء العمليات القديمة من التسجيل بالبرنامج التقديري:

توجيهات جديدة للمزيد من التسهيلات في ملف الاستيراد

كشفت جمعية البنوك والمؤسسات المالية في مراسلة رسمية، مؤرخة في 5 جانفي 2026 وتحت رقم 2026/44، عن توجيهات جديدة للبنوك العاملة بالجزائر بخصوص متابعة عمليات الاستيراد.

وأضافت المراسلة، التي اطلعت عليها "الشروقي"، أن العمليات المتعلقة بالاستيراد المسجلة قبل 1 جويلية 2025 ليست خاضعة للبرنامج التقديري للاستيراد، مؤكدة على عدم إلزامية تسجيل هذه العمليات ضمن البرنامج المذكور.

وحسب المراسلة نفسها، فإن الفاعلين الاقتصاديين الذين حصلوا على البرنامج التقديري خلال النصف الثاني من سنة 2025، والذين لم يسجلوا عملياتهم بعد، لكن تم شحن بضائعهم قبل 31 ديسمبر 2025، يمكنهم تسجيل هذه العمليات استناداً إلى سند النقل الخاص بالبضائع.

مسؤولية بوزارة التجارة الداخلية:

قفزة في التعاملات المالية الإلكترونية مع نمو التجارة الإلكترونية

شهدت الجزائر نمواً ملحوظاً في التعاملات المالية الإلكترونية بنسبة 50 بالمائة بين سنتي 2024 و2025، فيما بلغ حجم التجارة الإلكترونية نحو 1.9 مليار دولار خلال سنة 2023، مع استمرار تسجيل نمو متواصل في عدد العمليات وقيمتها المالية، وفق تصريحات وهيبة زكنون، المديرية الفرعية للتجارة الإلكترونية بوزارة التجارة الداخلية وضبط السوق.

وأوضحت زكنون، ضمن برنامج "ضيف الصباح" للقناة الإذاعية الأولى، أن هذه الأرقام تعكس التقدم الكبير الذي تحقق في الاقتصاد الرقمي، مدعوماً بإرادة سياسية قوية، وبخطوات ملموسة لتوسيع قاعدة التجارة الإلكترونية وتطوير البنية التحتية والدفع الإلكتروني في البلاد.

وأضافت المسؤولة أن الجزائر سجلت تقدماً على المستوى الدولي في هذا المجال، حيث أظهرت تقارير الأمم المتحدة للتجارة والتنمية نمو التجارة الإلكترونية بنسبة 0.8% سنة 2023، كما تحسّن ترتيب الجزائر في التصنيفات العالمية والإفريقية، مع تسجيل ارتفاع في انخراط التجار في النشاط الرقمي بنسبة تجاوزت 92% بين 2020 و2024.

اللواء بخوش: تم تحصيل 818 مليار دينار خلال 6 أشهر

أبرز المدير العام للجمارك اللواء عبد الحفيظ بخوش الدور الجبائي لمصالح الجمارك. من خلال استعراض حصيلة السداسي الأول لسنة 2025، حيث قدر إجمالي المبالغ المحصلة خلال هذه الفترة (حقوق، رسوم، أتاوى واقتطاعات أخرى) بأزيد من 818 مليار دج. بارتفاع يفوق 176 مليار دج مقارنة بالفترة المماثلة من 2024.

كما تطرق للحصيلة “النوعية” لمصالح الجمارك في 2025، لا سيما في مجال مكافحة تهريب المخدرات والمؤثرات العقلية.

ولفت، في هذا السياق، إلى “ارتفاع ملحوظ”. من حيث عدد العمليات وحجم المواد المضبوطة، مما “يعكس تصاعد النشاط الإجرامي المنظم في هذا المجال، واستمرار يقظة وتنسيق فرق الجمارك مع الأجهزة الأمنية.”

إعادة الهيكل التنظيمي لجهاز الجمارك.. هذا مقاله اللواء بخوش

أوضح المدير العام للجمارك، اللواء عبد الحفيظ بخوش، في حوار خص به مجلة “الجمارك” في عددها 7، بخصوص مشروع إعادة الهيكل التنظيمي لجهاز الجمارك أنه يهدف إلى تحديث البنية التنظيمية للمديرية العامة ومصالحها الخارجية.

وهذا يواكب متطلبات العصرنة والتحول الرقمي. ويعزز التنسيق بين المستويات المركزية والجهوية والميدانية، ويضمن الفعالية في الأداء وتقوية القدرات الرقابية والتحليلية، مع خلق “مرونة” أكبر في اتخاذ القرار.

وأكد المدير العام على أن هذه المشاريع الثلاثة تم إعدادها وفق منهجية “محكمة”، وأحيلت إلى الجهات المعنية. لاستكمال مسارها القانوني والإداري، مشددا على أنها تشكل “لبنة أساسية في مسار الإصلاح الشامل للجمارك الجزائرية، بما يعزز احترافيتها ودورها في خدمة الاقتصاد الوطني.”

بخوش: مشروع قانون الجمارك الجديد إلى السلطات المختصة قصد المصادقة عليها

أعلن المدير العام للجمارك، اللواء عبد الحفيظ بخوش، عن إحالة مشاريع النصوص الجديدة المؤطرة لنشاط هذا الجهاز إلى السلطات المختصة. قصد المصادقة عليها، بما في ذلك مشروع قانون الجمارك الجديد ومشروع القانون الأساسي الخاص بالأسلاك الخاصة بقطاع الجمارك.

وأوضح اللواء بخوش، في حوار خص به مجلة "الجمارك"، نشر في عددها الأخير، أن مشروع قانون الجمارك الجديد، أنجز في إطار مقاربة تشاركية شملت إطارات من مختلف المصالح المركزية والجهوية. مفيدا بأنه "تم إحالة النص إلى السلطات المختصة لاستكمال مساره القانوني نحو المصادقة."

أكد إحالة مشروع قانون الجمارك على الجهات المختصة.. اللواء بخوش:

دعم الاستثمار وتسهيلات بالجملة للمتعاملين الاقتصاديين

أعلن المدير العام للجمارك، اللواء عبد الحفيظ بخوش، عن إحالة مشاريع النصوص الجديدة المؤطرة لنشاط هذا الجهاز إلى السلطات المختصة قصد المصادقة عليها، بما في ذلك مشروع قانون الجمارك الجديد ومشروع القانون الأساسي الخاص بالأسلاك الخاصة بقطاع الجمارك.

أوضح اللواء بخوش، في حوار خصّ به مجلة "الجمارك"، نشر في عددها الأخير، أن مشروع قانون الجمارك الجديد، أنجز في إطار مقاربة تشاركية شملت إطارات من مختلف المصالح المركزية والجهوية، مفيدا بأنه "تم إحالة النص إلى السلطات المختصة لاستكمال مساره القانوني نحو المصادقة."

وأضاف بأن المشروع كرس مبادئ التبسيط والشفافية في المعاملات الجمركية، مع تعزيز الاعتماد على الرقمنة كآلية أساسية لتسيير العمليات، لافتا إلى أن القانون يهدف إلى تسهيل الإجراءات أمام المتعاملين الاقتصاديين، وتدعيم الضمانات القانونية للمستثمرين، بما يساهم في خلق بيئة أكثر تنافسية وجاذبية للاستثمار، مع مراعاة الاتفاقيات الدولية والمعايير الحديثة المعتمدة من قبل المنظمة العالمية للجمارك.

ACTIVITÉS DOUANIÈRES

De nouveaux textes transmis aux autorités compétentes

Le directeur général des Douanes algériennes, le général-major Abdelhafidh Bekhouche, a souligné que les projets des nouveaux textes encadrant l'activité de ce corps dont le projet du nouveau code des douanes et le projet de loi portant statut particulier des corps spécifiques de la douane ont été transmis aux autorités compétentes pour adoption. Dans un entretien accordé à la revue *Djamarik*, publié dans son dernier numéro et repris par l'APS, le général-major Bekhouche a précisé que le projet du nouveau Code des douanes a été élaboré dans le cadre d'une approche participative incluant des cadres de différents services centraux et régionaux, et que «le texte a été transmis aux autorités compétentes pour parachever son processus juridique et ensuite pour adoption». Ce projet consacre les principes de simplification et de transparence des opérations douanières, tout en renforçant le recours à la numérisation comme outil principal de gestion des opérations, a-t-il souligné, ajoutant que le code vise à simplifier les procédures aux opérateurs économiques, et à appuyer les garanties juridiques des investisseurs, à même de contribuer à créer un climat plus compétitif et plus attractif à l'investissement, en tenant compte des accords internatio-

naux et des normes modernes adoptées par l'Organisation mondiale des douanes. En parallèle, l'élaboration du projet de loi portant statut particulier des corps spécifiques de la douane a été finalisée, selon le directeur général qui a affirmé que cette démarche participe «d'une approche réformatrice globale tenant compte de la spécificité des missions douanières, visant à améliorer les conditions de travail des personnels du secteur, à travers le reclassement des grades, la clarification des tâches et des prérogatives, l'amélioration des conditions de promotion et la révision du système d'incitations, en adéquation avec les exigences de la performance opérationnelle et du professionnalisme». Le général-major Bekhouche a relevé que le projet «a franchi ses premières phases techniques et législatives et a été transmis aux instances compétentes en vue de parachever son processus d'adoption officielle».

VOLET FISCAL

S'agissant du projet de réorganisation de l'organigramme du corps des Douanes, le directeur général a expliqué qu'il vise à moderniser la structure organisationnelle de la Direction générale et de ses services extérieurs, de manière à répondre aux exigences de la modernisation et

de la transformation numérique, en renforçant la coordination entre les niveaux central, régional et opérationnel, et à garantir l'efficacité des performances, à consolider les capacités de contrôle et d'analyse, tout en instaurant une plus grande «flexibilité» dans la prise de décision. Ces trois projets ont été élaborés selon une méthodologie «rigoureuse», et transmis aux instances concernées afin de compléter leur parcours juridique et administratif. Ils constituent «des piliers fondamentaux du processus de réforme globale des Douanes algériennes, de nature à renforcer leur professionnalisme et leur rôle au service de l'économie nationale», a-t-il affirmé. Abordant le dossier de la transformation numérique au sein des Douanes, le DG a assuré que cette orientation constitue un choix «stratégique», saluant à cet égard les réalisations accomplies, notamment après la généralisation du nouveau système d'information des Douanes (Alces), ainsi que la mise en service d'un système dédié au traitement des voyageurs, dont la phase complémentaire est actuellement en cours de développement. Dans le même contexte, la DGD s'apprête, en coordination avec plusieurs secteurs ministériels et organismes, à lancer la plateforme numérique du guichet unique, laquelle permettra le traitement

électronique des autorisations administratives liées aux opérations d'exportation et d'importation.

Quant au volet fiscal des services des Douanes, le général-major Bekhouche a présenté le bilan du premier semestre de l'année 2025, durant lequel le montant total des recettes encaissées (droits, taxes, redevances et autres prélèvements) a dépassé 818 milliards de dinars, enregistrant une hausse de plus de 176 milliards de dinars par rapport à la même période de 2024. Il a également évoqué le bilan «qualitatif» des services des Douanes en 2025, notamment dans le domaine de la lutte contre le trafic de drogue et de psychotropes. A ce titre, il a fait état d'une «augmentation notable» tant en termes du nombre d'opérations que des quantités de produits saisis, ce qui «réflète l'intensification de l'activité criminelle organisée dans ce domaine, ainsi que la vigilance constante et la coordination des équipes des Douanes avec les services de sécurité». Pour le général-major Bekhouche, cette forte hausse des opérations de saisies est due à «l'instabilité qui prévaut dans les pays voisins, une situation qui favorise le développement de réseaux criminels transfrontaliers profitant de ces crises».

R. E.

PROGRAMME D'IMPORTATION PRÉVISIONNEL L'ABEF APPORTE DES CLARIFICATIONS

Après les deux notes du 4 janvier, l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF) a adressé, le 5 janvier, un autre courrier aux banques apportant d'autres aménagements aux mesures prises précédemment concernant les programmes provisoires d'importation (PPI).

Dans la note du 5 janvier, l'ABEF revient en effet avec des précisions importantes pour les opérateurs économiques concernant la clôture des opérations d'importation de l'année 2025.

Ainsi, les remises documentaires domiciliées avant le 1^{er} juillet 2025 ne sont pas soumises au PPI, alors que les marchandises relatives au PPI 2025 expédiées avant le 31 décembre 2025 et n'ayant pas encore fait objet de domiciliation peuvent être domiciliées (titre de transport faisant foi).

Ces mesures ont été prises suite à une saisine du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. Elles sont venues clarifier le dispositif régissant les importations depuis l'instauration des PPI relatives au suivi des opérations d'importation. Elles visent en somme à sécuriser les opérations déjà engagées, tout en assurant une application encadrée de la réglementation du commerce extérieur. Pour rappel, le PPI est entré en vigueur le 9 juillet dernier dans l'objectif de réguler les opérations d'importation et d'assurer un meilleur suivi du commerce extérieur.

S. Imadalou

ENCADREMENT DE L'ACTIVITÉ DOUANIÈRE

Les nouveaux textes transmis aux autorités compétentes pour adoption

Le directeur général des Douanes algériennes, le général-major Abdelhafidh Bekhouche, a souligné que les projets des nouveaux textes encadrant l'activité de ce corps dont le projet du nouveau code des douanes et le projet de loi portant statut particulier des corps spécifiques de la douane, ont été transmis aux autorités compétentes pour adoption.

Dans un entretien accordé à la revue *Djamarik*, publié dans son dernier numéro, le général-major Bekhouche a précisé que le projet du nouveau code des douanes a été élaboré dans le cadre d'une approche participative incluant des cadres de différents services centraux et régionaux, et que «le texte a été transmis aux autorités compétentes pour parachèvement de son processus juridique et ensuite pour adoption».

Ce projet consacre les principes de simplification et de transparence des opérations douanières, tout en renforçant le recours à la numérisation comme outil principal de gestion des opérations, a-t-il souligné, ajoutant que le code vise à simplifier les

procédures aux opérateurs économiques, et à appuyer les garanties juridiques des investisseurs, à même de contribuer à créer un climat plus compétitif et plus attractif à l'investissement, en tenant compte des accords internationaux et des normes modernes adoptées par l'Organisation mondiale des douanes (OMD).

En parallèle, l'élaboration du projet de loi portant statut particulier des corps spécifiques de la douane a été finalisée, selon le directeur général qui a affirmé que cette démarche participe «d'une approche réformatrice globale tenant compte de la spécificité des missions douanières, visant à améliorer les conditions de travail des personnels du secteur, à travers le reclassement des grades, la clarification des tâches et des prérogatives, l'amélioration des conditions de promotion et la révision du système d'incitations, en adéquation avec les exigences de la performance opérationnelle et du professionnalisme».

Le général-major Bekhouche a relevé que le projet «a franchi ses premières phases techniques et

législatives et a été transmis aux instances compétentes en vue de parachèvement son processus d'adoption officielle».

S'agissant du projet de réorganisation de l'organigramme du corps des douanes, le directeur général a expliqué qu'il vise à moderniser la structure organisationnelle de la Direction générale et de ses services extérieurs, de manière à répondre aux exigences de la modernisation et de la transformation numérique, en renforçant la coordination entre les niveaux central, régional et opérationnel, et à garantir l'efficacité des performances, à consolider les capacités de contrôle et d'analyse, tout en instaurant une plus grande «flexibilité» dans la prise de décision.

Ces trois projets ont été élaborés selon une méthodologie «rigoureuse», et transmis aux instances concernées afin de compléter leur parcours juridique et administratif. Ils constituent «des piliers fondamentaux du processus de réforme globale des Douanes algériennes, de nature à renforcer leur professionna-

lisme et leur rôle au service de l'économie nationale», a-t-il affirmé.

Abordant le dossier de la transformation numérique au sein des Douanes, le DG a assuré que cette orientation constitue un choix «stratégique», saluant à cet égard les réalisations accomplies, notamment après la généralisation du nouveau système d'information des douanes (ALCES), ainsi que la mise en service d'un système dédié au traitement des voyageurs, dont la phase complémentaire est actuellement en cours de développement.

Dans le même contexte, la DGD s'apprête, en coordination avec plusieurs secteurs ministériels et organismes, à lancer la plateforme numérique du guichet unique, laquelle permettra le traitement électronique des autorisations administratives liées aux opérations d'exportation et d'importation.

Quant au volet fiscal des services des douanes, le général-major Bekhouche a présenté le bilan du premier semestre de l'année 2025, durant lequel le montant total des

recettes encaissées (droits, taxes, redevances et autres prélèvements) a dépassé 818 milliards de DA, enregistrant une hausse de plus de 176 milliards de DA par rapport à la même période de 2024.

Il a également évoqué le bilan «qualitatif» des services des douanes en 2025, notamment dans le domaine de la lutte contre le trafic de drogue et de psychotropes.

A ce titre, il a fait état d'une «augmentation notable» tant en termes du nombre d'opérations que des quantités de produits saisis, ce qui «reflète l'intensification de l'activité criminelle organisée dans ce domaine, ainsi que la vigilance constante et la coordination des équipes des douanes avec les services de sécurité».

Pour le général-major Bekhouche, cette forte hausse des opérations de saisies est due à «l'instabilité qui prévaut dans les pays voisins, une situation qui favorise le développement de réseaux criminels transfrontaliers profitant de ces crises».

APS

PLAN NATIONAL CANCER 2015/2019

Le rapport accablant de la Cour des comptes

Dans son rapport annuel de 2025 sur l'évaluation du plan cancer 2015/2019, la Cour des comptes a reconnu que d'importants moyens ont été déployés pour la mise en œuvre du plan cancer en termes de financement, de ressources humaines et d'équipements nécessaires à la lutte contre le cancer. Cependant, les contraintes rencontrées dans la gestion de ces ressources ont altéré l'efficacité de leur utilisation pour atteindre les objectifs. L'évaluation du plan a révélé, selon la Cour des comptes, que seulement 25% des mesures, soit 59 sur 239 du plan, sont entamées.

Salima Akkouché – Alger (Le Soir) – Selon la Cour des comptes, la période d'évaluation ne se limite pas au cycle de la mise en œuvre du plan cancer (2015-2019), mais couvre la période de 2012 à 2022, incluant ainsi les études préalables à la conception du plan jusqu'à la remise des bilans définitifs par le comité de lutte contre le cancer. Les données collectées s'étendent jusqu'à 2024, année de l'installation de la nouvelle instance de lutte contre le cancer. Dans son rapport, la Cour des comptes estime que bien que le PNC ait constitué une avancée majeure, sa mise en œuvre est limitée par des difficultés organisationnelles, une gouvernance inadaptée et une gestion inefficace des ressources. Aussi, les objectifs du plan n'ont pas été atteints dans plusieurs domaines clés, notamment en raison du manque de coordination entre les multiples acteurs impliqués dans sa mise en œuvre. «L'exploitation de ces bilans a mis en évidence que seulement 25 % des mesures (59 sur 239) du PNC sont entamées. La majorité des mesures n'ont pas connu d'avancement significatif en 2018. Aucune explication n'est donnée quant à l'absence

de mise en œuvre du reste des mesures», lit-on dans le rapport. Selon la même source, la comitologie n'a pas permis un pilotage efficace, et les actions de construction et d'équipement des centres de lutte contre le cancer ont fonctionné en parallèle sans une coordination suffisante. Les problèmes rencontrés dans la production des prestations de santé nécessaires pour prévenir et traiter la maladie cancéreuse, sont d'ordre systémique et affectent trois systèmes essentiels. D'abord, le système de mobilisation et d'allocation des moyens, qui peine à garantir les ressources humaines, matérielles, financières et les ressources intellectuelles et cognitives d'aide à la décision, en phase avec la demande. Ensuite, le système décisionnel qui souffre de la production, l'application et le suivi des décisions requises pour le bon fonctionnement des autres systèmes. Enfin, l'organisation et le fonctionnement du réseau des structures de prévention, de diagnostic et de traitement qui sont également mis à mal par une absence de coordination et des défaillances dans la communication entre les différents acteurs, rendant difficile une réponse



Photo : DR

rapide et adaptée aux besoins des patients. La Cour des comptes estime que pour répondre efficacement à la complexité de la lutte contre le cancer, il est impératif d'éviter les actions fragmentées, telles que la seule construction d'infrastructures, l'inscription de crédits au budget de l'État, l'adoption de textes réglementaires ou l'organisation de rencontres d'information. La réponse, dit-elle, doit plutôt reposer sur des actions systémiques cohérentes, ciblant les causes profondes des contraintes et permettant d'impacter sensiblement la prise en charge des patients. Les centres de lutte anti-cancer, poursuit-on, font face à de grandes contraintes structurelles dans la gestion de leurs équipements médicaux, notamment des pannes fréquentes et un manque de matériel adapté. On relève aussi le manque de personnel spécialisé, notamment

d'ingénieurs et de techniciens biomédicaux, d'où la difficulté d'assurer un entretien préventif efficace et des réparations rapides. Les opérations de recrutement ne sont pas « toujours concluantes », estime la Cour des comptes, en raison de l'insuffisance de profils spécialisés et de conditions de travail peu attractives. Selon cette dernière, les lenteurs administratives entravent l'acquisition et le renouvellement des équipements, prolongeant ainsi les délais de mise en service et perturbant les soins. Quant à la maintenance, relève encore la Cour des comptes, il y a peu d'entreprises capables de maintenir et réparer les équipements médicaux, ce qui ralentit les interventions. «De plus, l'approvisionnement en pièces de rechange est limité, augmentant les délais de réparation», relève le rapport.

S. A.

مجلس المحاسبة يكشف

صعوبات الانتقال من "ميزانية البرامج" إلى "ميزانية الوسائل"

• كلفة كبيرة لعدم استكمال النظام المعلوماتي المدمج بقطاع المالية

وسجل بشأنها تجاوزات بقيمة 5.4 مليار دج لم يتم استرداد سوى جزء منها، إلى جانب نقص الفعالية والنجاعة في استخدام هذه المساهمات وتبذير المنتجات المدعومة وتحويل الدعم لأغراض أخرى غير التي منحت من أجلها. ونبه إلى أنه جرى تخصيص 3,248.95 مليار دج، أي ما يعادل 9.17٪ من الناتج المحلي الخام للدعم، بغرض حماية القدرة الشرائية عبر دعم المواد الأساسية للاستهلاك والسكن والصحة، غير أن هذا الدعم لا يزال "عمومياً" ويفتقر للنجاعة المطلوبة نتيجة التأخر في وضع النظام الوطني للتعويضات النقدية المباشرة لصالح الأسر المؤهلة، وهو التعطل المرتبط أساساً بعدم استكمال بناء البطاقة الوطنية الموحدة التي تسمح بالانتقال من الدعم العميم إلى الدعم الموجه بدقة لمستحقيها الفعليين وفقاً لمقتضيات المادة 188 من قانون المالية لـ 2022.

ارتفاع تكلفة الإعفاءات الجبائية في 2023
تم في 2023 تسجيل نحو 77,824 مخالفة متنوعة بين مخالفات المكاتب والتهريب ومخالفات الصرف، نتج عنها توقيع غرامات مالية إجمالية بلغت 265,448 مليار دينار جزائري حسب التقرير. وجاءت مخالفات التهريب في الصدارة بغرامات قدرها 163.5 مليار دينار، أي ما يعادل 61.59٪ من إجمالي الغرامات المسجلة، تلتها مخالفات المكاتب بـ 62,713 مليار دينار، ثم مخالفات الصرف التي بلغت غراماتها 39,234 مليار دينار. على صعيد آخر، ارتفعت تكلفة الإعفاءات الجبائية التي منحتها الإدارة الجمركية إلى 435,734 مليار دينار خلال 2023، مقارنة بـ 320,544 مليار دينار في 2022، مسجلة بذلك زيادة بنسبة 35.94٪ أو ما يعادل 115,190 مليار دينار. وتتوزع هذه الإعفاءات على عدة برامج، منها الاتفاقية مع الاتحاد الأوروبي بـ 184,495 مليار دينار، تليها الإعفاءات في إطار الوكالة الوطنية لتطوير الاستثمار بقيمة 152,570 مليار دينار، إضافة إلى الإعفاءات المرتبطة باتفاقية منطقة التبادل العربي الحر التي بلغت 55,294 مليار دينار، وصولاً للإعفاءات الخاصة بتطوير صناعة الأدوية بـ 43,053 مليار دينار.

جمال ف.

على مدار السنة المالية، مع تركيز كبير في صرف بعض النفقات في نهاية السنة، وهو نمط لا يسمح بإدارة مثلى للخزينة، حسبه، ويؤدي إلى ضغوط غير مبررة على السيولة، فضلاً عن كونه يعكس غياب مخططات الالتزام بالنفقات التي تلزم بها النصوص القانونية، مما يضعف الرقابة الداخلية على مشروعية وجودة الخدمات المؤداة. ورصد قضاة المجلس، أن هذه الظاهرة في شهر ديسمبر، والتي تتنافى مع مبدأ سنوية الميزانية، تحول العملية من تسيير استراتيجي إلى مجرد سياق مع الزمن لاستهلاك الاعتمادات قبل إغلاق السنة المالية. واستدل بقطاع التربية الوطنية، حيث تم تسجيل مستويات قياسية، وأن معدل الاستهلاك يكاد يكون كاملاً لميزانيته السنوية في غضون شهر واحد فقط. فعلى سبيل المثال، استهلك البرنامج الفرعي المتعلق بالتعليم القاعدي ضمن الباب الثالث كامل مخصصاته المالية البالغة 305,276,000 دينار جزائري بنسبة 100٪ خلال شهر ديسمبر وحده. كما سجلت نفقات النشاطات الفرعية لبرنامج التكوين استهلاكاً صاعداً بنسبة 99٪ في نفس الشهر، بمبلغ ناهز 94,405,697 دينار من أصل 95,067,840 دينار مخصصة للسنة كاملة، وينسحب هذا على برامج الحياة المدرسية والتحويلات الاجتماعية التي صرفت 97٪ من ميزانيته في ديسمبر بمبلغ تجاوز 6.1 مليون دينار. ولم تخرج وزارة المالية عن هذه العادة، حيث كشف التقرير عن استهلاكها لأكثر من 54٪ من ميزانيته الإجمالية خلال شهر ديسمبر فقط، أي ما يعادل 635,052 مليار دينار جزائري من أصل غلاف مالي سنوي قدره 1,174,667 مليار دينار. ما يؤكد الحاجة، حسب المجلس، للتفعيل الإلزامي لمخططات الالتزام بالنفقات وربط صرف الأموال بمراحل إنجاز فعلية وموثقة لضمان انتقال حقيقي نحو تسيير ميزانياتي يركز على الأداء الفعلي والنتائج الملموسة. وسجل المجلس ارتفاعاً كبيراً في النفقات الجبائية والامتيازات الممنوحة دون تقييم حقيقي لأثرها الاقتصادي، مع التأكيد على ضرورة ضبط البطاقة الوطنية الموحدة للدعم لتفادي صرف منح غير وجه حق، كما حدث في ملف منحة البطالة التي استنزفت مبالغ معتبرة

• سجل تقرير مجلس المحاسبة في تقريره التقييمي حول تنفيذ ميزانية الدولة، صعوبات في الانتقال من "ميزانية البرامج" إلى "ميزانية الوسائل". ولفت في تقريره الموجه للبرلمان تحسباً لمناقشة قانون تسوية الميزانية لـ 2023، إلى أن معظم القطاعات الوزارية عمدت إلى هيكلة برامجها بناء على تقسيماتها التقليدية بدلاً من الاستراتيجيات القطاعية، مع اعتماد مؤشرات أداء تفتقر لمعايير القياس العالمية وغلب عليها طابع متابعة الوسائل واستهلاك الاعتمادات وعدد المستخدمين بدلاً من قياس الأثر الاجتماعي والاقتصادي وجودة الخدمة العمومية المقدمة للمواطن، وهو ما يفرغ المقاربة المبنية على النتائج من محتواها الإصلاحي ويبقي التسيير رهيناً لمنطق صرف الميزانية لا تحقيق الأهداف. ولأخذ في السياق ذاته، أن عجز وزارة المالية عن إرساء محاسبة عامة قائمة على مبدأ الحقوق والالتزامات نتيجة عدم استكمال النظام المعلوماتي المدمج وتأخر إصدار المخطط المحاسبي للدولة، وقال إنه رغم تسجيل حصيلة اقتصادية إيجابية، تجلت في نمو الناتج المحلي بنسبة 4.1٪ وتقليص عجز الميزانية الفعلية إلى 4.68٪ بفضل انتعاش الإيرادات الجبائية بنسبة 17.29٪، إلا أن مجلس المحاسبة وجد نفسه عاجزاً عن ممارسة صلاحياته الدستورية في "تصديق حسابات الدولة" وفق مبادئ الصدق والوفاء، نتيجة تأخر وزارة المالية في استكمال النظام المعلوماتي المدمج وعدم إرساء محاسبة عامة قائمة على الحقوق والالتزامات، مما جعل تقارير التسوية تقتصر على معطيات تقديرية تفتقر للدقة المطلوبة. وجدد المجلس لفت الانتباه إلى التراكم الهائل لبواقي التحصيل الجبائي التي بلغت 7622.6 مليار دج، مع تسجيل عجز المصالح المختصة عن تحصيل أكثر من 1٪ منها، مما يعكس ضعفاً هيكلياً في تحصيل حقوق الدولة ويمس بمبدأ العدالة الضريبية، يضاف إليها تركيز صرف النفقات في نهاية السنة المالية، لا سيما في شهر ديسمبر الذي شهد استهلاكاً غير منتظم وصل في بعض الحالات إلى 100٪ من الاعتمادات السنوية. ولفت أيضاً إلى غياب الانتظام في تنفيذ الاعتمادات الميزانية

توقع عتبة 200 مليار دينار بنهاية العام

نمو بـ 7.3% في سوق التأمينات

● شهد سوق التأمينات الوطني ديناميكية إيجابية في التسعة أشهر الأولى من عام 2025، محققاً نمواً ملحوظاً في حجم الإنتاج، في وقت شهدت فيه قطاعات "التكافل" و"التأمين على الأشخاص" تحولات بارزة، كما أبرزه تقرير للمجلس الوطني للتأمينات، مع تحقيق نمو بنسبة 7.3% في إجمالي الأقساط.



بلغ إجمالي الأقساط الصادرة في السوق الوطني للتأمينات، كافة الأنشطة مجتمعة، ما قيمته 142.9 مليار دينار جزائري حتى تاريخ 30 سبتمبر 2025، مسجلاً بذلك نمواً بنسبة 7.3% مقارنة بالفترة ذاتها من عام 2024.

هيمتة التأمينات على الأضرار وطفرة في التكافل لا تزال "التأمينات على الأضرار" تحتل الحصة الأكبر من نشاط السوق بنسبة 81.1% من إجمالي القطاع، بإجمالي أقساط بلغت حوالي 116 مليار دينار، مسجلة نمواً بنسبة 6.9%.

في المقابل، يُظهر قطاع "التأمين التكافل" (Takaful) ديناميكية استثنائية، حيث قفزت إجمالي مساهماته إلى 820.9 مليون دينار، محققاً نمواً مذهلاً بنسبة 92.6%.

مقارنة بالفترة نفسها من العام الماضي، وشملت هذه الطفرة كلاً من "التكافل العائلي"، أما "التأمينات على الأشخاص"، فسجلت نمواً بنسبة 4.2% مسجلة إنتاجاً بقيمة 16.4 مليار دينار.

بالمقابل، سجلت الأعمال الدولية (قبولات إعادة التأمين) نمواً بنسبة 13.1%، بإجمالي أقساط بلغت 9.8 مليار دينار. كما بلغت إجمالي المطالبات المصرح بها للشركات 71.1 مليار دينار؛ بارتفاع قدره 3%، فيما بلغت التعويضات التي تم صرفها حوالي 58.1 مليار دينار، بارتفاع نسبته 17.7%. ويشير تحليل البيانات إلى أن شركات التأمين على الأضرار سيطرت على 89.4% من إجمالي المطالبات المُعالَجة. أبرز الحركات، قطاع "السيارات" و"المخاطر الصناعية والمتنوعة" داخل قطاع التأمينات على الأضرار، كان لقطاع "تأمين السيارات" الحصة الأكبر (50.3%) والنمو الأبرز بنسبة 9.9%، ليصل حجم إنتاجه إلى 58.3 مليار دينار. وساهم في هذا النمو كل من ضمانات "المسؤولية المدنية الإلزامية" والأضرار الاختيارية. كما ساهم قطاع "المخاطر الصناعية والمتنوعة" (IRD) بنسبة 41.8% من إنتاج التأمينات على الأضرار،

محققاً نمواً بنسبة 3.9% ليصل إلى حوالي 48.5 مليار دينار. من جانب آخر، سجل قطاع "التأمينات على الأشخاص" نمواً في القيمة بنسبة 4.2% رغم انخفاض عدد العقود. وكان لقطاع "التأمين الجماعي" (Prévoyance collective) الدور الرئيسي في هذا النمو، حيث قفز بنسبة 14.4% ليصل إلى 6.8 مليار دينار، وهو ما يعادل 41.8% من إجمالي إنتاج القطاع. وفيما يخص المطالبات العالقة (اللازمة الأداء)، فقد تم تقديرها بنحو 139.3 مليار دينار لنحو 1.99 مليون ملف قيد التسوية. وقد توقعت التقديرات أن يصل إجمالي إنتاج سوق التأمينات بحلول 31 ديسمبر 2025 إلى حوالي 196.3 مليار دينار (بما في ذلك الأعمال الدولية)، مسجلاً نمواً بنسبة 6% مقارباً بذلك من عتبة 200 مليار دينار، مع توقع تخطيها لأول مرة خلال السنة المالية 2026. وتوقع شركات التأمين على الأضرار تحقيق إنتاج بقيمة 163 مليار دينار، بينما من المتوقع أن يتجاوز إنتاج قطاع التأمين التكافل عتبة المليار دينار لأول مرة.

حفيظ صوالي



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MF FINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger